

Annexe 2 : Illustrations narratives spécifiques

Les capacités des Comités Provinciaux et Communaux de Développement Communautaire renforcées par un appui en matériel roulant et informatique pour un meilleur suivi des initiatives de réintégration dans le cadre du programme PBF/BDI-A-9.

Mise en œuvre : Administration locale (Ministère de l'Intérieur)/ PNUD

En vue d'apporter un appui technique pour le suivi des activités de réintégration dans les provinces d'intervention du programme, les co-présidents du Comité Technique de Suivi ont procédé à la remise provinciale d'un lot de matériel constitué de quarante-huit (48) vélos à raison de huit vélos pour chaque Comité Communal de Développement Communautaire (CCDC), douze (12) vélos, une moto, un ordinateur, une imprimante, une photocopieuse et un rétroprojecteur pour le Comité Provincial de Développement (CPD). Toutes les provinces et communes couvertes par le programme bénéficieront du même don offert par le PNUD comme contribution au renforcement des activités du programme.

Le Conseiller Socioéconomique du Gouverneur de la Province de Cibitoke, M. Rubin Tubirabe a vivement remercié le PNUD pour cet appui et promis que la rigueur sera de mise pour le bon usage de ce matériel. « *Cet appui vient combler un manque criant en matériel roulant et outil informatique pour permettre aux CCDC et CPDC d'atteindre les bénéficiaires dans leur terroir, on en prendra vraiment soin* » a-t-il indiqué.



Les Co-présidents du CTS, M. Célestin Sindibutume (Premier à droite et M. Justin Singbo, second) remettant l'équipement au Conseiller Socioéconomique du Gouverneur de la Province Cibitoke (Premier à gauche).

Dynamique de conflits adressés:

La destruction des infrastructures publiques pendant la crise et le manque de moyens de l'administration locale ont entraîné une faiblesse dans le suivi des activités au niveau décentralisé. Les membres des Comités Communaux et Provinciaux de Développement Communautaire ne peuvent pas atteindre les localités à la base pour le suivi de la mise en œuvre des activités.

Interventions du projet:

L'appui en outils informatique et matériel de bureau permettra aux CCDC et CPDC de mieux collecter et archiver les données en matière d'appui à la réintégration et à la relance économique.

Le matériel roulant facilitera les descentes sur terrain dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des activités dans les communes et collines.

Résultat:

La collecte des données est améliorée.

Les défis liés aux descentes sur terrain sont relevés.

Le Centre Jeunes de Gihanga en province de Bubanza, construit et équipé dans le cadre du programme PBF/BDI-A-9 : Un cadre d'intégration des jeunes et de renforcement de la cohésion sociale.

Mise en œuvre : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de Culture, / PNUD

L'objectif premier du projet d'« Appui à la construction du Centre Jeunes de Gihanga » est de renforcer la paix, la cohabitation pacifique, la réconciliation et la cohésion sociale à travers les activités sportives, éducatives et culturelles des jeunes de la Commune de Gihanga en province de Bubanza.

Avant l'équipement en informatique du Centre Jeune, pour accéder à l'ordinateur le plus proche connecté à l'internet, les jeunes de Gihanga devaient se rendre à Bujumbura, situé à 20 km. Cette distance réduisait drastiquement le nombre de jeunes ayant accès à internet. Aujourd'hui, « la toile » est à portée de main et les jeunes trouvent un moyen de plus pour compléter leurs compétences. Le directeur du centre est le premier à se réjouir. *« En collaboration avec l'administration, nous pourrions développer des programmes spéciaux pour les jeunes. »* M. Guy Emmanuel Girukwishaka a souligné que ce centre arrive à un moment crucial de l'histoire de la jeunesse de Gihanga. *« Des animations de sensibilisation pour l'éducation à la paix et à la cohabitation pacifique et des activités sportives sont organisées régulièrement. La consommation de stupéfiants, l'abandon de l'école et le banditisme qui régnaient au sein de cette jeunesse sont en nette diminution. Grâce à la sensibilisation menée au centre, certains jeunes ont repris le chemin de l'école. »* *« Ce centre se trouve dans une zone troublée par les conflits. C'est pourquoi nous avons développé des échanges avec la République Démocratique du Congo. Les jeunes des deux pays rencontrent les amis et échangent autour de la paix. Ils retrouvent l'espoir de vivre »,* souligne Guy Emmanuel. M. Guy Emmanuel envisage dans un futur proche de développer des thèmes d'animation en rapport avec le Sida, les droits de l'Homme, les droits des enfants et les valeurs démocratiques. Comme les jeunes ont gagné de l'argent en travaillant comme maçons, ouvrier ou manœuvre pendant la construction du centre, il envisage de renforcer leurs capacités en matière d'entrepreneuriat afin qu'ils puissent créer des microprojets.



Devant le nouveau bâtiment du CJ Gihanga, le Directeur du Centre (à gauche) explique le projet et sa contribution sur la Cohésion sociale à Mme Judy Cheng Hopkins, Sous-secrétaire Général et Chef du Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix lors de sa mission au Burundi le 03 octobre 2012

Dynamique de conflits adressés:

Les jeunes qui représentent environ 60% de la population burundaise ont contribué activement pendant la crise à la destruction des infrastructures communautaires. Dans un contexte post conflit, l'appui du programme a permis de créer des cadres adéquats pour canaliser les efforts des anciens acteurs au conflit qui dorénavant sont engagés aux chantiers de la reconstruction/réhabilitation des infrastructures sociales de base détruites pendant la guerre et qui a sérieusement entamé le tissu social.

Interventions du projet:

Au-delà de la construction/réhabilitation des infrastructures communautaires, de la création d'emplois temporaires et des opportunités économiques durables pour les personnes affectées par le conflit, le projet promeut la cohésion sociale, la stabilité et la sécurité communautaire qui constituent des préalables à toutes autres interventions post conflit.

Résultat: Trois aspects importants qui témoignent de l'impact réel dans les communautés :

- **Un moyen d'intégration des personnes affectées par le conflit et de promotion de la cohésion sociale :** L'intégration volontaire des jeunes et autres catégories sociales ((Ex Combattants, Rapatriés, Résidents, les Retournés) dans la construction de ce centre a créé un espace favorable au dialogue et un début pour transcender leurs différences liées à l'appartenance ethnique, politique ou autre considération sociale. Bref, le Centre Jeune est perçu comme un moyen qui facilite le

rétablissement de la confiance interpersonnelle et inter communautaire. En effet, c'est à travers les activités du Centre Jeune que Jean-Marie Nduwimana, rapatrié de Tanzanie en 2011, a tissé des liens avec d'autres compatriotes. Jean-Marie a connu un parcours semé d'embûches. Le conflit burundais a jeté sa famille en 1994 sur le chemin de l'exil, destination le camp de Mtabila en Tanzanie. A l'instar d'autres enfants vivant dans l'extrême pauvreté, Jean-Marie n'a pas eu la chance d'aller à l'école, à 19 ans, il est analphabète. « *En quittant la Tanzanie, je n'imaginais que des embûches devant moi. Je me demandais comment vivre dans un pays où les jeunes ont été divisés sur le plan ethnique et sociopolitique à cause du conflit. A mon arrivée, la surprise a été grande : les jeunes de mon voisinage m'ont vite intégré, et nous avons appris à penser ensemble comment construire notre avenir* », témoigne Jean-Marie. Le centre jeunes de Gihanga lui a également permis de découvrir l'informatique, un domaine d'activité qui lui a donné la motivation d'apprendre à lire et à écrire.

- ***Création des opportunités économiques et responsabilisation des membres de la communauté :*** Mis en œuvre suivant le modèle de Réintégration développé par le PNUD Burundi, dite « *Approche 3x6* », le projet constitue une opportunité de revenus pour la communauté : pendant une durée de plus de 3 mois, les bénéficiaires ont eu accès à un revenu et ont été sensibilisés pour constituer une épargne afin de développer des microprojets générateurs de revenus de leurs choix. A ce titre, 3 organisations de producteurs ont été constituées par les 60 travailleurs engagés dans les travaux de construction du Centre. Il s'agit en effet de perpétuer les affinités développées sur le chantier à travers le développement d'une activité génératrice de revenu appuyée techniquement et financièrement par le programme.
- ***Encadrement de la Jeunesse et opportunité d'apprentissage des métiers :*** A travers les activités sportives et socioculturelles qui y seront développées, la Jeunesse va bénéficier de diverses formations éducatives et professionnelles, ce qui va contribuer à réduire considérablement les cas de délinquance surtout pendant la période des vacances mais aussi et surtout réduire le chômage des jeunes.

L'Association de Conditionnement et de Commercialisation du Poisson de Gitaza, diversifie ses activités et renforce la cohésion sociale dans le cadre du programme PBF/BDI-A-9.

Mise en œuvre : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage/ FAO-BIT-PNUD-ONU FEMMES

Nous sommes à 25 de kilomètres au Sud de Bujumbura la capitale du Burundi, sur les abords du Lac Tanganyika. On ne les trouve pas tous là au même moment, mais ils se relaient pour différentes tâches au sein de leur Association de Conservation et de Conditionnement du Poisson (ACCP). Déplacées, rapatriés, ex-combattants, démobilisés, des vulnérables des communautés d'accueil, ainsi que des professionnels du secteur de la pêche, l'association compte 175 membres.

Crispin Niragira, un rapatrié père de 7 enfants, rentré au pays après 14 années d'exil en RCD et en Tanzanie est membre de l'association. Il affirme aujourd'hui que « *la confiance et la cohésion sociale entre les composantes ethniques hypothéquée par la crise s'est rétabli* ». La chose la plus importante à propos de notre association, « *c'est la paix retrouvée* », explique Rebecca Inamahoro, déplacée interne et présidente de l'ACCP Gitaza. *Pendant la guerre, les voisins s'entreuaient en raison de leur appartenance ethnique. C'était horrible !* ». Nous appartenons à différents groupes ethniques mais actuellement, nous travaillons main dans la main en faisant le séchage du poisson pour gagner de l'argent et restaurer la paix dans notre communauté. Et de conclure : « *Nous avons montré aux gens qu'il était possible de cohabiter pacifiquement* ».

L'association est un exemple d'intervention conjointe inter-Agences et de consolidation des appuis des premières interventions du Fonds de consolidation de la paix. L'association, initialement composées de femmes a démarré en 2007 avec l'appui du projet PBF *Femme* (PBF//BDI/A-3) mis en œuvre par UNIFEM. Depuis 2011, avec l'appui du programme en cours, les capacités de l'association sont renforcées conjointement par le BIT (formation en entrepreneuriat local à l'aide de la Méthodologie GERME, et organisation et gestion d'une coopérative), le PNUD (appui aux activités de reconstruction communautaire) et la FAO (Diversification d'activités pour à l'irrégularité des prises et la réduction des réserves de poissons. La culture des champignons a été particulièrement un réel succès, sans oublier les légumes et les fruits qui contribuent eux aussi à l'assurance de la sécurité alimentaire des ménages.

« Le micro projet *Champignons* a été formidables pour nous », explique Marie Nizigiyimana, membre de l'association ACCP de Gitaza. « La FAO nous a formés et nous a donné du matériel de culture des champignons. Nous nous attendons à vendre environ 100 kg par mois, cela générerait près de 250,000 BIF (180 USD) pour l'association ».

à vendre environ 100 kg par mois, cela générerait près de 250 000 BIF (180 USD) pour l'association ».



« Nous avons montré aux gens qu'il était possible de cohabiter pacifiquement. » (ACCP- Octobre 2012)

Dynamique de conflits adressés: Après la crise sociopolitique de 1993, les communautés se sont divisées sur base ethnique et se voyaient l'une ennemie de l'autre. Il était devenu difficile de les rapprocher et la méfiance s'accroissait et freinait tout effort de retour à la paix et de relance économique

Interventions du projet: Avec les interventions du programme PBF Réintégration, qui par ailleurs ont capitalisé les acquis des premiers appuis PBF au Burundi, une association regroupant différentes catégories socioprofessionnelles (Déplacée, Rapatriés, Démobilisés, Ex-combattants), toutes ethnies confondues a été créée et appuyée. C'est cette association qui sert aussi de cadre idéal de dialogue et d'échange sur la cohabitation pacifique et de relèvement communautaire.

Le plus grand changement attendu est qu'actuellement les communautés cohabitent pacifiquement et sont capables de se mettre ensemble pour trouver des solutions à leurs défis

Résultat: Les associations formées ont contribué à la cohésion sociale, au relèvement communautaire et sont devenues des partenaires de premier rang de l'administration locale. Les 175 (Rapatriés, Déplacée et Ex-combattants) bénéficiaires parviennent à satisfaire les besoins fondamentaux et payer la scolarité de leurs enfants. L'association est déjà formée en métiers porteurs (filiales courtes), en entrepreneuriat local durable en vue de promouvoir un développement intégré et multisectoriel qui crée une interaction entre l'agriculture, l'artisanat et les services permettra aux jeunes de développer l'esprit d'entreprise grâce à l'outil GERME (Gérez Mieux votre Entreprise) et en gestion coopérative. La FAO va doter l'association d'un congélateur solaire pour commencer à travailler sur du poisson ayant une autre valeur ajoutée comme le Mukeke, le Sangala et le Kué.